



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Pour-une-evolution-constructive>

AGRICULTURE ET ECONOMIE

Pour une évolution constructive

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1980 - N° 777 - avril 1980 -

Date de mise en ligne : mercredi 24 septembre 2008

Date de parution : avril 1980

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Alors que les ministres de l'Agriculture des Neuf pays de la C.E.E. viennent d'Ã©chouer devant ce qu'on ose appeler le problÃ©me de la surproduction agricole, Jean Mestrallet estime que la distribution de revenus Ã© tous ceux qui ont besoin de cette production sans avoir l'argent pour l'acheter est un excellent moyen d'introduction pour l'Ã©conomie distributive : il pourrait constituer une « mesure transitoire » vers cette Ã©conomie des besoins.

C'EST Ã© partir des excÃ©dents agricoles et des autres produits de grande consommation que l'on peut suggÃ©rer une mesure transitoire. Il suffit, pour cela, de reprendre le projet Ã©tabli par AndrÃ© Barillon, voici une vingtaine d'annÃ©es :

- augmentation progressive mais substantielle des bas revenus, en commenÃ§ant par les « Ã©conomiquement faibles » ;
- financement de cette augmentation par l'expansion monÃ©taire et non par l'impÃ©t.

« Que l'on ne crie pas Ã© l'inflation ! Car en ne recourant pas Ã© l'impÃ©t, on peut vÃ©ritablement bloquer les prix. Alors qu'en utilisant l'argent des contribuables Ã© des fins multiples, pour stocker les invendus ou augmenter ses pensionnÃ©s et fonctionnaires, l'Etat provoque la hausse des prix. InÃ©vitablement, les entreprises font passer les impÃ©ts dans les prix de vente ».

J'en profite pour adresser une mise en garde aux agriculteurs : qu'ils ne s'imaginent pas, surtout, rÃ©soudre leurs problÃ©mes en augmentant les prix Ã© la production ! Dans les conditions actuelles, ils ne peuvent qu'accroÃ¢tre la mÃ©vente. Seuls en bÃ©nÃ©ficieront les trÃ©s grands exploitants Ã© la marge bÃ©nÃ©ficiaire confortable.

Pour soulager un peu l'agriculture, il n'y a guÃ©re qu'un moyen : diminuer la mÃ©vente, en augmentant la consommation.

Or, qui va augmenter sa consommation ? Certainement pas les hauts revenus.

Ce sont les gens qui se privent aujourd'hui... mais il faut leur en donner les moyens financiers.

Peut-Ãªtre faudra-t-il quand mÃ©me, pendant la pÃ©riode transitoire, opÃ©rer un rÃ©ajustement des prix Ã© la production ? C'est possible, sous rÃ©serve qu'il ne soit pas multipliÃ© par le commerce et que la hausse des faibles revenus se poursuive jusqu'Ã© disparition de la misÃ©re.

Elle entraÃªnera du mÃ©me coup une amÃ©lioration des revenus des agriculteurs. Ce qui est juste, car c'est une honte d'en voir autant rÃ©duits au S.M.I.C. ou Ã© moins encore !...

On ne peut pas dire Ã© l'avance combien durera la pÃ©riode transitoire. Elle aura une grande importance, car elle conditionnera la mise en place de l'Economie Distributive dans ses grandes lignes.

Quel que soit, d'ailleurs, le projet qui succÃ©dera au rÃ©gime actuel, ses auteurs sont condamnÃ©s Ã© rÃ©ussir vite. Les premiÃ©res mesures doivent apporter des progrÃ©s immÃ©diats, sous peine d'Ã©chec. Celle que nous proposons offre l'avantage de ne rien bousculer, tout en amÃ©liorant fortement la situation. Il en rÃ©sultera un climat favorable aux changements ultÃ©rieurs : les intÃ©ressÃ©s pourront-ils refuser de maintenir et d'accroÃ¢tre l'amÃ©lioration ?

Comment fonctionnera l'Ã©conomie une fois le nouveau rÃ©gime en place ? Il est difficile de le dire Ã© l'avance : comme le prÃ©voyait Jacques Duboin, cela dÃ©pend de la situation Ã© ce moment.

Mais nul besoin d'Ã©terniser le dÃ©bat lÃ©-dessus, de tomber dans cette manie politique des discussions

sans fin. On peut, et on doit, imaginer des structures, sans pour autant les figer. Une fois adoptées, elles doivent fonctionner un certain temps pour savoir si elles marchent bien. Si c'est le cas on les maintient, sinon, on les modifie ou on les remplace. C'est une habitude à prendre en politique, comme on expérimente en sciences.

Il s'agit là d'un principe général. Pour l'agriculture, comme pour le reste, il faudra la participation active des intéressés eux-mêmes. En premier lieu, ils doivent bien savoir ce qu'ils veulent :

- une augmentation, ou un maintien de leur revenu ;
- la garantie de ce revenu ;
- un allègement de leur travail ?

Il est possible aujourd'hui d'obtenir les trois, mais pas n'importe comment. Les paysans ont droit aux loisirs comme les autres. Mais, comme nous l'avons vu, cela exige plus de monde à la campagne.

On pourrait s'inspirer de la méthode utilisée dans la Loire (voir G.R. de janvier), ou des G.A.E.C. (Groupements Agricoles d'Exploitation en Commun). Nous y reviendrons.